REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 22 au 29 mai 2023

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Coopération régionale : Conseil des Ministres COI....2
- Commission d'Océan Indien : Mahen Seeruttun a présenté huit priorités des îles

1.2 Projet GPS 3
- Les membres de l'AP-COI se rencontrent aux Seychelles pour leur réunion statutaire

1.3 Sécurité alimentaire dans la region.....5
- Les pays de la COI vont mettre en commun leurs achats

1.4 Projet RECOS.....7
- Lancement du programme d'échanges d'expériences du projet RECOS

1.5 Economie bleue : Conférence ministérielle.....10
- Conférence ministérielle à Moroni du 12 au 14 juin prochain

1.6 Patrimoine Iconographique.....12
- Département : des conférences et ateliers pour co-construire l'Iconothèque de demain

1.7 Lutte contre la drogue.....14
- Maurice : un observatoire régional des drogues recommandé pour la lutte contre les stupéfiants

1.8 Changement climatique.....16
- Atelier de lancement officiel de la publication sur les tendances climatiques observées et les futurs changements climatiques à Madagascar-2023

2. Centres d'Intérêts

2.1 Pêche.....18
- Gestion des stocks de thons : Arrière-goût aigre-doux au sommet de la CTOI-Maurice

2.2 Coopération.....19
- Le secrétaire d'État adjoint Richard Verma se rend à l'île Maurice, aux Comores et aux Seychelles

2.3 Energies renouvelables.....20
- Centrale hydroélectrique de Volobe : Deux millions de nouveaux abonnés, bénéficiaires du réseau électrique

2.4 Environnement.....21
- Les espèces invasives, ces bêtes noires de la biodiversité
- AfrAsia Foundation s'associe à Reef Conservation pour lancer la 1re application de science citoyenne pour faire avancer la préservation des mangroves

Commission d'Océan Indien : Mahen Seeruttun a présenté huit priorités des îles

Mukul Doollah



Maurice a pris la présidence de la Commission de l'Océan Indien (COI), la semaine dernière. Mahen Seeruttun, le ministre des Affaires étrangères par intérim, au 37e Conseil des ministres à Madagascar, a dressé une liste de huit priorités des cinq pays insulaires.

Ces priorités à l'agenda s'appuient sur le nouveau plan de développement stratégique 2023-2033. Parmi, figurent la sécurité maritime et la coopération dans les affaires de la mer, la relance de l'économie à l'ère post-Covid et les synergies entre le COI et l'Indian Ocean Rim Association (IORA).

Mahen Seeruttun a également mis l'accent sur les échanges commerciaux et économiques entre les états insulaires. "Il devrait y avoir une libéralisation commerciale, grâce à laquelle les îles pourraient également répondre à leurs besoins. Il est primordial de créer un espace économique et commercial intra-COI", a soutenu le ministre.

Plus d'information cliquez les liens ci-dessous :

- https://www.wazaa.mu/news/latest-stories/mahen-seeruttun-huit-priorit%C3%A9s-pour-maurice-%C3%A0-la-pr%C3%A9sidence-de-la-coi
- https://leconomie.re/2023/05/24/commission-de-locean-indien-madagascar-va-passer-le-flambeau-a-maurice/

Les membres de l'AP-COI se rencontrent aux Seychelles pour leur réunion statutaire



Les Présidents des Assemblées Nationales des quatre pays représentés

Ils valident leur plan d'action pour 2023

Dans le cadre du projet gouvernance, paix et stabilité en Indianocéanie, la Commission de l'Océan Indien a tenu sa réunion statutaire de l'Association des parlementaires de la Commission de l'Océan Indien (AP-COI), aux Seychelles du 23 au 26 mai à l'hôtel Eden Bleu.

Vingt-trois (23) délégués venant des Comores, Madagascar, Maurice et les Seychelles étaient présents. Les Seychelles étaient représentés par le président de l'Assemblée Nationale, l'Honorable Roger Mancienne ; le vice-président de l'Assemblée Nationale, l'Honorable Gervais Henrie ; les députés Philip Monthy et Audrey Vidot et le greffier adjoint à l'Assemblée Nationale des Seychelles, Alexandria Faure.

Les réunions statutaires avaient pour objectifs : adopter les statuts et le règlement intérieur et valider le plan d'action de l'association, ainsi que de préparer les activités de l'AP-COI de l'année 2023 en conformité avec le plan d'action.

Les membres ont également identifié des pistes de collaboration avec les partenaires stratégiques, notamment la COI et identifier les thématiques du plaidoyer conjoint de l'AP-COI.

Ce plaidoyer sera porté auprès des institutions régionales et internationales dont l'Union Africaine, présidée actuellement par l'Union des Comores.
Ce plaidoyer commun à porter au niveau des instances exécutives et consultatives de l'Union Africaine, vise à faire mieux valoir les besoins spécifiques des îles du Sud-Ouest de l'Océan Indien à l'échelle continentale.
A savoir que le projet de gouvernance, paix et stabilité en Indianocéanie est le premier projet de la COI autour des questions de gouvernance et de coopération diplomatique, et qui ambitionne de répondre aux besoins en matière de prévention des crises et de promotion de la paix et de la stabilité dans la région à travers quatre composantes : notamment la prévention et médiation des crises, l'amélioration des processus électoraux, le renforcement des institutions démocratiques, et la consolidation du rôle de la COI dans la promotion de la paix et de la stabilité.
Le projet GPS est financé par l'Agence Française de Développement (AFD) à hauteur de 8 millions d'euros. La durée de mise en œuvre du projet est de 54 mois.
L'Association des Parlementaires de la Commission de l'Océan Indien a été conçue le 27 novembre 1997, à l'issue des recommandations du 13e Conseil des ministres en 1996 mais n'a été fondée qu'en novembre 2015 à Port-Louis, Maurice. Après quelques années d'inactivité, elle a été relancée en novembre 2022 sous l'impulsion de la COI à travers le projet gouvernance, paix et stabilité et le président de l'AP-COI et l'Honorable Sooroojdev PHOKEER, GCSK, GOSK, président de l'Assemblée nationale de Maurice.
La première réunion du comité exécutif ou COMEX a eu lieu en février 2023, incluant trois députés par État membre, a décidé la tenue, aux Seychelles de la deuxième réunion du COMEX.

Plus d'information cliquez ci-dessous :

- https://www.lechodusud.com/post/madagascar-r%C3%A9union-du-comit%C3%A9-ex%C3%A9cutif-de-l-ap-coi-renforce-la-coop%C3%A9ration-r%C3%A9gionale
- https://www.al-fajrquotidien.com/projet-gouvernance-paix-et-stabilite-11-journalistes-outilles-sur-la-couverture-parlementaire/
- http://www.seychellesnewsagency.com/articles/18741/Parliamentarians+from+Indian+Ocean+Commission+countries+meet+in+Seychelles+to+chart+action+plan
- https://www.nation.sc/articles/17976/les-membres-de-lap-coi-se-rencontrent-aux-seychelles-pour-leur-runion-statutaire
- https://midi-madagasikara.mg/association-des-parlementaires-de-la-coi-reunion-du-comite-executif-les-23-et-24-mai-dernies-aux-seychelles/
- https://www.statehouse.gov.sc/news/5899/visite-de-courtoisie-du-president-de-lassemblee-nationale-de-lunion-des-comores-a-state-house
- https://www.nation.sc/articles/17979/visite-de-courtoisie-du-prsident-de-lassemble-nationale-de-lunion-des-comores--state-house

Les pays de la COI vont mettre en commun leurs achats

| By: **Rita Joubert édité par: Betymie Bonnelame, traduit par Rudie Bastienne**



Les Seychelles doivent payer des prix plus élevés pour leurs importations car leur part de marché est assez faible. (Gerard Larose)

(Seychelles News Agency) - Un mécanisme visant à faciliter l'initiative d'approvisionnement groupé de la Commission de l'océan Indien (COI) devrait être achevé d'ici la fin de l'année et entrer en vigueur en 2024, a déclaré un responsable du gouvernement des Seychelles.

L'officier de liaison permanent du CIO au ministère des Affaires étrangères, Ralph Agrippine, a déclaré à la SNA que l'initiative aidera ses pays membres "à avoir un meilleur pouvoir de négociation avec les fournisseurs une fois qu'elle sera en place".

Le ministre des Affaires étrangères des Seychelles, Sylvestre Radegonde, qui a assisté au 37e Conseil des ministres qui s'est tenu à Madagascar, a présenté l'idée lors d'une réunion du CIO et a encouragé Maurice et d'autres membres à s'y joindre.

Parmi les décisions prises lors de la réunion figuraient l'adoption d'un nouveau plan de développement stratégique (SDP) pour les cinq prochaines années, le soutien à la poursuite des actions de la COI en vue de la pleine opérationnalisation et de la consolidation de l'architecture régionale de sécurité maritime et l'invitation au Conseil général Secrétariat de poursuivre la réflexion sur un mécanisme régional d'achats groupés.

Les achats groupés regroupent plusieurs pays en une seule unité pour effectuer des achats, ce qui contribue à réduire les prix des marchandises et à donner aux pays un pouvoir de négociation collective pour accéder à des produits de meilleure qualité.

Les Seychelles, un archipel de l'océan Indien occidental, qui dépend fortement des produits importés, doivent payer des prix plus élevés pour leurs importations car leur part de marché est assez faible.

"Nous étudions également la possibilité d'inclure d'autres pays africains proches du CIO", a déclaré M. Agrippine.Le plan d'importation d'articles en

tant que groupe "n'inclura pas toutes les marchandises, mais couvrira l'essentiel", a-t-il ajouté.
M. Agrippine a déclaré : "Une chose à faire est de créer une agence d'approvisionnement qui sera chargée de déterminer ce qui doit être importé dans la région."
Il a expliqué que la COI prenait l'exemple de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO) car elle dispose déjà d'un tel mécanisme.
Une fois en place, certains pays pourront acheter certaines marchandises en gros et à d'autres moments ils pourront recevoir une aide pour acheter les articles qu'ils sont les seuls à utiliser.
Cependant, M. Agrippine a révélé qu'un tel mécanisme existait déjà lors de l'importation de médicaments et d'articles liés à la santé.
La COI a déjà lancé le Programme régional pour la sécurité alimentaire et la nutrition, soutenu par la FAO aux Seychelles, en mars 2019. Grâce à cette plateforme, les États membres peuvent faire des affaires et échanger des produits agricoles entre eux.
La Commission de l'océan Indien est une organisation intergouvernementale reliant les Comores, Madagascar, Maurice, la Réunion et les Seychelles.

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

Lancement du programme d'échanges d'expériences du projet RECOS

La Commission de l'océan Indien (COI), à travers son projet de *« Résilience des populations et des écosystèmes côtiers du Sud-Ouest de l'océan Indien »* (RECOS), lance un programme d'échanges d'expériences destiné aux acteurs de gestion intégrée des zones côtières (GIZC) de la région.

Ce programme d'échanges d'expériences vise à renforcer les capacités des acteurs de la gestion des zones côtières et marines des Etats membres de la Commission de l'océan Indien (COI). Cette activité capitalise sur la réussite et l'enthousiasme suscité par le programme d'échanges d'expertises initié par le projet de Gestion durable des zones côtières de la COI (GDZCOI) de 2014 à 2018.

« Il y a une demande latente pour des échanges et une réelle valeur ajoutée pour la diffusion des pratiques d'ingénierie visant à l'amélioration de la résilience des écosystèmes côtiers des pays de la COI », souligne M. Anfani Msoili, Chargé de mission « Transition écologique et énergétique, tourisme et migrations » de la COI. Et de noter que *« les programmes d'échanges sont d'authentiques actions de coopération régionale, de solidarité et de renforcement des capacités par les pairs en proposant des solutions ou des idées éprouvées et adaptées au terrain »*.

Le nouveau programme d'échanges d'expériences s'adresse à tout acteur de GIZC, ressortissant des Comores, Madagascar, Maurice ou Seychelles, ayant une implication directe dans une action liée aux thématiques du projet RECOS. Ces thématiques portent en particulier sur la gestion des aires marines protégées, les écosystèmes essentiels côtiers (mangroves et herbiers marins), le continuum terre-mer et l'éducation à l'environnement en zone côtère.

Par ailleurs, le programme d'échanges apportera des éléments de cadrage en réponse aux demandes des acteurs de la zone côtière. Néanmoins, ce sont les acteurs eux-mêmes qui définiront la période, l'expertise et la thématique de l'échange demandées selon les problématiques rencontrées.

« Contrairement aux formations classiques, ce programme s'oriente davantage vers le terrain, le transfert et l'application concrète de savoirs ayant déjà montré les bénéfices sur les plans environnementaux, socioéconomiques et culturels » explique Elisa Piat, Assistante au Programme d'échanges expériences du projet RECOS. *« Les demandes devront correspondre à de réels besoins d'expertise et de transfert de compétences auxquels les acteurs souhaitent répondre par une action concrète de terrain »*, ajoute-t-elle.

Sur une base volontaire et partenariale, le candidat bénéficiera de l'expérience d'un pair dans la région. Les acteurs pourront partager leurs expériences en se rencontrant sur un site de démonstration, grâce à la prise en charge de l'ensemble des frais de déplacement. Par exemple, certains membres de l'ONG comorienne AIDE pourront se rendre sur un site pilote de restauration récifale géré par l'IHSM à Tuléar, Madagascar. Tous leurs frais de voyage seront pris en charge par le programme.

Chaque candidat recevra les documents de cadrage et les informations requises. Les candidats définiront eux-mêmes la période, l'expertise et le thème de l'échange qu'ils demandent pour relever les défis locaux.



Le programme restera ouvert tout au long de la durée du projet, de mai 2023 à mai 2026, avec un traitement des dossiers de candidature au fil de l'eau.

Le projet RECOS a pour objectif de renforcer la résilience des populations littorales face aux effets du changement climatique en restaurant les services rendus par les écosystèmes côtiers. Il est mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien (COI) et co-financé par l'Agence française de développement (AFD) et le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM).

Indianocéanie, un avenir à bâtir ensemble

Lancement du programme d'échanges d'expériences du projet RECOS

Communiqué de la COI

La Commission de l'océan Indien (COI), à travers son projet de « Résilience des populations et des écosystèmes côtiers du Sud-Ouest de l'océan Indien » (RECOS), lance un programme d'échanges d'expériences destiné aux acteurs de gestion intégrée des zones côtières (GIZC) de la région.

Ce programme d'échanges d'expériences vise à renforcer les capacités des acteurs de la gestion des zones côtières et marines des Etats membres de la Commission de l'océan Indien (COI). Cette activité capitalise sur la réussite et l'enthousiasme suscité par le programme d'échanges d'expertises initié par le projet de Gestion durable des zones côtières de la COI (GDZCOI) de 2014 à 2018.

« *Il y a une demande latente pour des échanges et une réelle valeur ajoutée pour la diffusion des pratiques d'ingénierie visant à l'amélioration de la résilience des écosystèmes côtiers des pays de la COI* », souligne M. Anfani Msoili, Chargé de mission « Transition écologique et énergétique, tourisme et migrations » de la COI. Et de noter que « *les programmes d'échanges sont d'authentiques actions de coopération régionale, de solidarité et de renforcement des capacités par les pairs en proposant des solutions ou des idées éprouvées et adaptées au terrain* ».

Le nouveau programme d'échanges d'expériences s'adresse à tout acteur de GIZC, ressortissant des Comores, Madagascar, Maurice ou Seychelles, ayant une implication directe dans une action liée aux thématiques du projet RECOS. Ces thématiques portent en particulier sur la gestion des aires marines protégées, les écosystèmes essentiels côtiers (mangroves et herbiers marins), le continuum terre-mer et l'éducation à l'environnement en zone côtière.

Par ailleurs, le programme d'échanges apportera des éléments de cadrage en réponse aux demandes des acteurs de la zone côtière. Néanmoins, ce

sont les acteurs eux-mêmes qui définiront la période, l'expertise et la thématique de l'échange demandées selon les problématiques rencontrées.
« *Contrairement aux formations classiques, ce programme s'oriente davantage vers le terrain, le transfert et l'application concrète de savoirs ayant déjà montré les bénéfices sur les plans environnementaux, socioéconomiques et culturels* » explique Elisa Piat, Assistante au Programme d'échanges expériences du projet RECOS. « *Les demandes devront correspondre à de réels besoins d'expertise et de transfert de compétences auxquels les acteurs souhaitent répondre par une action concrète de terrain* » ajoute-t-elle.
Sur une base volontaire et partenariale, le candidat bénéficiera de l'expérience d'un pair dans la région. Les acteurs pourront partager leurs expériences en se rencontrant sur un site de démonstration, grâce à la prise en charge de l'ensemble des frais de déplacement. Par exemple, certains membres de l'ONG comorienne AIDE pourront se rendre sur un site pilote de restauration récifale géré par l'IHSM à Tuléar, Madagascar. Tous leurs frais de voyage seront pris en charge par le programme.
Chaque candidat recevra les documents de cadrage et les informations requises. Les candidats définiront eux-mêmes la période, l'expertise et le thème de l'échange qu'ils demandent pour relever les défis locaux. Le programme restera ouvert tout au long de la durée du projet, de mai 2023 à mai 2026, avec un traitement des dossiers de candidature au fil de l'eau.
Le projet RECOS a pour objectif de renforcer la résilience des populations littorales face aux effets du changement climatique en restaurant les services rendus par les écosystèmes côtiers. Il est mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien (COI) et co-financé par l'Agence française de développement (AFD) et le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM).

Plus d'information cliquez les liens ci-dessous :

- **https://www.zinfos974.com/Lancement-du-programme-d-echanges-d-experiences-du-projet-RECOS_a196177.html**
- **https://freedom.fr/lancement-du-programme-dechanges-dexperiences-du-projet-recos/**
- **https://news.dayfr.com/sport/1868697.html**
- **https://lagazettedescomores.com/soci%C3%A9t%C3%A9/lancement-du-programme-d%E2%80%99%C3%A9changes-d%E2%80%99exp%C3%A9riences-du-projet-recos-.html**

Une conférence ministérielle à Moroni du 12 au 14 juin prochain

25/05/2023  Nassuf Ben Amad



Dans un point de presse ce mercredi 24 mai 2023, le directeur général de la coopération internationale du ministère des affaires étrangers Imam Abdillah a annoncé que les Comores vont recevoir les pays de la région et des grandes figures de la diplomatie de l'Afrique de l'Est, du 12 au 14 juin prochain, dans une conférence axée sur l'économie bleue. Une opportunité pour Moroni de créer un projet technique bancable pour l'investissement du pays.

Le gouvernement comorien s'apprête à accueillir plusieurs invités de marque le mois de juin prochain. L'annonce a été faite hier, par l'ambassadeur Imam Abdillah lors d'un point de presse en présence de Mama Keita directrice bureau sous Régional pour l'Afrique de l'Est (BSR-AE) et Anfani Msoili chargé de missions de la Commission de l'Océan Indien (COI). On parle de 50 participants dont des experts techniques dans le domaine de l'économie bleue.

« C'est tout à fait naturel, que le président inscrive dans son agenda annuel comme prioritaire les questions liés à l'économie bleue et les spécificités des Etats insulaire. C'est un engagement qu'il a pris lors de sa prise de fonction en tant que président de l'Union Africaine. Donc, cette grande réunion rentre dans le cadre de la réalisation de ses objectifs. Vous savez également que l'UA est en train aujourd'hui de mettre en place la nouvelle architecture institutionnelle pour la mise en œuvre de la deuxième décennie de l'agenda 2063. Cette conférence peut être une opportunité de faire remonter les questions liées à l'économie bleue et les priorités des Etats insulaires de l'Afrique, pour une meilleure prise en compte », déclare-t-il. Et de poursuivre : « La mission qui est là avec nous, est une mission de préparation de cette grande réunion qui aura lieu du 12 au 14 juin prochain. Evidemment, qui sera parrainée par le président de la République et président en exercice de l'UA, avec d'autres hautes personnalités africaines et de la COI».

De son côté, la directrice du bureau sous Régional pour l'Afrique de l'Est (BSR-AE) a montré qu'ils sont heureux d'appuyer le gouvernement comorien à bien réaliser leur mandat de la présidence de l'UA pour cette année et surtout à les appuyer sur ce grand rendez-vous. « C'est la première fois qu'un pays insulaire se trouve à la tête de l'UA, c'est une opportunité pour mettre en avant les questions de l'économie bleue et les priorités des Etats insulaires. Cette conférence qui est prévue le mois prochain va s'inscrire dans ce cadre-là. Et en tant que partenaire, on aimerait profiter de l'occasion pour discuter les questions techniques, donner une connotation un peu politique pour que l'Union des Comores émerge comme un champion de l'économie bleue et aussi de ce qu'on appelle la grande muraille bleue qui vise à protéger les écosystèmes marins », indique à son tour Mama Keita. Cet évènement verra la participation des pays du Sud-ouest de l'Océan Indien, des Etats insulaires d'Afrique, de la Commission de l'UA, du Secrétariat Général des Nations Unies, du Bureau de la Commission Economique pour l'Afrique et, bien sûr de la COI dont le rôle moteur sera souligné, dans cette démarche panafricaine.

Nassuf Ben Amad

Département : des conférences et ateliers pour co-construire l'Iconothèque de demain



Ce mercredi 24 mai 2023 ont débuté les entretiens du patrimoine iconographique de l'Océan Indien, une manifestation initiée par le Conseil départemental, dans l'hémicycle du Palais de la Source. "Jusqu'au 26 mai, de nombreux experts, chercheurs, enseignants et acteurs du monde culturel de La Réunion et d'ailleurs participent à une série de conférences, à Saint-Denis et à Saint-Pierre, autour des enjeux de l'usage et de la valorisation des images anciennes, patrimoine culturel vivant de notre communauté de destin indianocéanique" indique le conseil départemental dont nous publions le communiqué ci-dessous :

C'est donc dans l'hémicycle du Palais de la Source qu'ont été lancés ces entretiens, avec le discours de Béatrice Sigismeau, vice-présidente du Conseil départemental en charge de la culture, qui était accompagnée des conseillères départementales Isabelle Erudel et Brigitte Absyte.

L'élue a tout d'abord rappelé que ces entretiens s'ouvrent 10 ans après la création de l'Iconothèque historique de l'océan Indien, sur une initiative du Département de La Réunion. L'occasion pour elle de saluer le soutien de la Commission de l'océan Indien ainsi que celui des territoires concernés.

"Nous sommes dépositaires d'une parcelle du patrimoine de l'humanité, très fragile, encore trop dispersée, méconnue, mais exceptionnellement riche et incontestablement uniquee a souligné Béatrice Sigismeau qui a ensuite présenté les enjeux de ces rencontres :

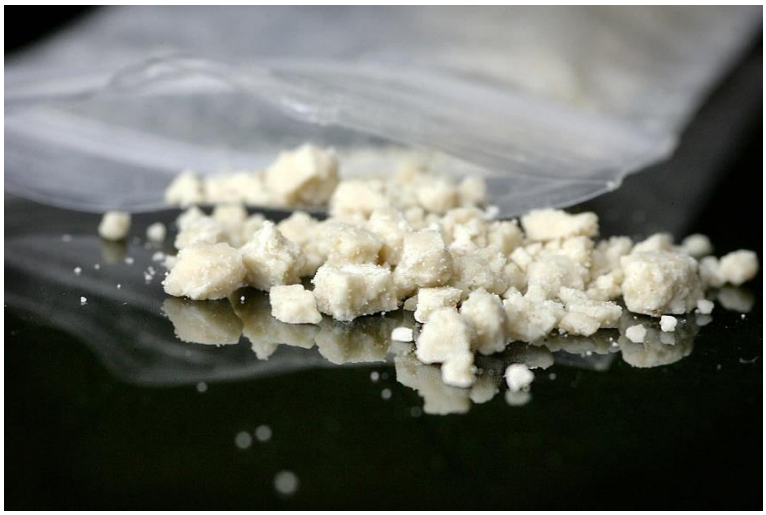
- poursuivre la coopération avec nos partenaires historiques et élargir ce réseau
- conforter l'ancrage indianocénique de l'Iconothèque, espace de convergence, de dialogue et d'écoute
- approfondir les questions scientifiques, techniques, juridiques éthiques, indissociables de la démarche ;

Tout cela, "pour donner à voir et à comprendre l'océan Indien, décupler sa notoriété sur la carte du monde". Un objectif salué par Velayoudom Marimoutou, secrétaire général de la COI, dans son intervention : "les images sont une ressource inestimable qui traduisent l'essence de notre identité", a-t-il déclaré, encourageant tous les acteurs à "soutenir l'IHOI dans sa démarche de partage".
L'Etat, représenté par Marie Jo Lo-Thong, directrice aux affaires culturelles, a également félicité David Gagneur, directeur de l'Iconothèque, pour ce challenge. "C'est une affaire qui concerne chaque habitant des îles", a-t-elle insisté, rappelant que "l'Iconothèque est un outil qui permet de fédérer les compétences de l'océan Indien".
Ces compétences vont justement pouvoir échanger et co-construire durant ces entretiens toutes les dimensions de l'Iconothèque historique d'aujourd'hui de demain, un outil pionnier au service des peuples de l'Indianocéanie, et en particulier de la jeunesse et de la communauté éducative qui est de plus en plus nombreuse à s'en emparer.
"Nous attachons beaucoup de prix à cette réflexion partagée, à ce travail collectif. Car c'est nourrie de leurs recommandations et forte de la densification de son réseau partenarial que l'Iconothèque continuera sa noble mission au service du patrimoine iconographique de l'océan Indien", explique pour sa part Cyrille Melchior, président du conseil départemental.

Lire aussi ci-dessous :

- **https://www.clicanoo.re/article/departement-reunion/2023/05/24/lancement-des-entretiens-du-patrimoine-iconographique-de-locean-indien**
- **https://freedom.fr/lancement-des-entretiens-du-patrimoine-iconographique-de-locean-indien/**
- **https://www.zinfos974.com/Lancement-des-entretiens-du-patrimoine-iconographique-de-l-ocean-Indien-2023_a196140.html**

Maurice : un observatoire régional des drogues recommandé pour la lutte contre les stupéfiants



Le but consiste à appréhender les dynamiques dans chacun des pays afin de mieux lutter contre le trafic de stupéfiants.
La mise en place d'un Observatoire régional des drogues est recommandée par la Conférence sur l'abus de substances pour les pays de la région occidentale de l'océan Indien. Le but consiste à appréhender les dynamiques dans chacun des pays afin de mieux lutter contre le trafic de stupéfiants. Organisée à l'initiative du Bureau du Premier ministre mauricien en collaboration avec la Commission de l'océan Indien (COI) en avril dernier, la conférence a aussi accouché d'autres propositions, lesquelles ont discuté au Conseil des ministres ce vendredi.
L'Observatoire recueillera des données auprès des pays membres et publiera des rapports sur une base régulière. L'établissement d'un cadre de coopération pour lutter contre le trafic de drogues et l'abus de substances pour une approche commune et l'échange des meilleures pratiques est aussi proposée. Les pays de la zone sont également encouragés à élaborer et à mettre en œuvre leur stratégie nationale de lutte contre la drogue ou de plans d'action assortis d'un cadre clair de suivi et d'évaluation.
À Maurice, un comité sera créé au niveau du Bureau du Premier ministre avec les parties prenantes concernées pour la mise en œuvre de ces recommandations. Lors de la Conférence, la COI a mis en exergue le fait que la lutte contre les stupéfiants se concentre à terre alors que rien n'est fait en mer, alors que le trafic se fait principalement par voies maritimes depuis les côtes orientales de l'Afrique. Une approche régionale et internationale, comme à l'instar de ce qui s'est fait contre la piraterie, portera définitivement ses fruits, indique Raj Mohabeer, directeur à la COI.
Le Centre régional de fusion des informations maritimes, de son côté, indique que sur les 249 cas de contrebande et de trafic illégal recensés l'année dernière, 162 concernaient la drogue, avec des saisies de 109,38 tonnes. Les routes maritimes à l'Est et au Sud de l'Afrique ainsi que de l'océan Indien sont considérées comme étant aux principaux trafics mondiaux de drogue, tels que la cocaïne en provenance d'Amérique du Sud et l'héroïne – sans compter la méthamphétamine – fabriquées en Afghanistan.

Bien que le haschich soit habituellement saisi dans la zone, la méthamphétamine est en train de dépasser l'héroïne. 80 % des saisies concernent ces trois substances, avec 67 % du volume dévolu au haschich. Une attention particulière est recommandée vis-à-vis des drogues dissimulées dans les conteneurs, d'autant que 1,1 milliard de dollars australiens de méthamphétamines ont été découverts par les autorités australiennes le 30 août 2022. Le stock de 1,8 tonne était caché dans des conteneurs de carreaux céramiques en provenance des Émirats Arabes Unis.
C'est par la mer que le cannabis se retrouve aux Comores. Les autorités indiquent qu'il provient principalement de Madagascar, à travers Nosy-Bé et Majunga, et de la Tanzanie. Depuis 2021, l'héroïne et la chimique ont aussi fait leur apparition dans l'archipel. Le premier est acheminé depuis Zanzibar, soit la Tanzanie, et transite aux Comores avant se retrouver à Madagascar et les autres îles de l'océan Indien. Quant à la chimique, constituée d'un mélange de tabac, d'alcool, de poudre antimoustique et une poudre issue des piles et des néons, elle est importée de Mayotte.
Un rapport du Global Initiative Against Transnational Organized Crime, une organisation non gouvernementale qui œuvre contre le crime organisé, a aussi été porté à l'attention des participants de la Conférence. Publié en 2021, il porte sur le trafic de stupéfiants dans l'océan Indien.

Lire aussi ci-dessous :

- https://imazpress.com/actus-reunion/drogues-la-reunion-nouvelle-plaque-tournante-aux-reseaux-bien-organises
- https://www.dhakatribune.com/op-ed/2023/05/17/our-role-in-the-indian-ocean
- https://www.lequotidien.re/actualites/ocean-indien/un-observatoire-regional-des-drogues-recommande-pour-la-lutte-contre-les-stupefiants/
- Maurice : un observatoire régional des drogues recommandé pour la lutte contre les stupéfiants - Le Quotidien de la Réunion
- https://reunion.orange.fr/actu/reunion/trafics-en-hausse-drogue-la-reunion-n-est-pas-encore-une-plaque.html

Atelier de lancement officiel de la publication sur les tendances climatiques observées et les futurs changements climatiques à Madagascar-2023

Le ministère des Transports et de la Météorologie à travers le Direction Générale de la Météorologie présente officiellement ce 25 mai 2023 le rapport sur LES TENDANCES CLIMATIQUES OBSERVÉES ET LES FUTURS CHANGEMENTS CLIMATIQUES A MADAGASCAR 2023. Cet événement se tient à la Direction Générale de la Météorologie à Ampandrianomby à partir de 9h.



Le Ministère des Transports et de la Météorologie à travers le Direction Générale de la Météorologie a présenté officiellement ce 25 Mai 2023 le rapport sur ***LES TENDANCES CLIMATIQUES OBSERVÉES ET LES FUTURS CHANGEMENTS CLIMATIQUES A MADAGASCAR 2023.*** Cet événement s'est tenu à la Direction Générale de la Météorologie à Ampandrianomby à partir de 9h.

Ce rapport présente les résultats extraits d'une étude régionale réalisée par des experts climatiques des pays membres de la Commission de l'Océan Indien dans le cadre du projet Building Resilience in the Indian Ocean (BRIO), financé par l'Agence Française de Développement (AFD). Les travaux d'étude ont été effectués en partenariat avec la Direction Inter-régionale de Météo- France pour l'Océan Indien (DIROI), le Centre National de Recherches Météorologiques (CNRM) de Météo-France et la Commission de l'Océan Indien (COI). La Banque Mondiale a pris en charge les travaux d'édition de la publication.

C'est la troisième publication sur les tendances et les changements climatiques à Madagascar depuis 2008. Elle constitue donc la dernière publication de référence scientifique à Madagascar sur :

➢ Les tendances climatiques observées à Madagascar en termes de température, précipitations et cyclones tropicaux

➢ Les futurs changements climatiques à Madagascar en termes de température, précipitations et cyclones tropicaux.

Madagascar est le 3ème pays le plus vulnérable au changement climatique dû à l'augmentation de la température mondiale. Le passage des cyclones tropicaux intenses de ces deux dernières années et la sécheresse sévère qui a sévi dans le Sud ont fortement éprouvé la population et les moyens de subsistance, les infrastructures et l'économie nationale en générale. Malheureusement, il est de plus en plus probable qu'en raison du réchauffement global, ces situations extrêmes risquent de se produire fréquemment au cours de ce siècle. Il est temps d'agir à tous les niveaux (national, régional, district, communal…)

Cette nouvelle publication est donc mise gratuitement à la disposition des décideurs politiques, des autorités et du public pour informer, sensibiliser, mais surtout pour faciliter les prises de décision.

Gestion des stocks de thons : Arrière-goût aigre-doux au sommet de la CTOI-Maurice



La Sustainable Tuna Association : « La pérennité du stock de thon dans la région n'est pas seulement une question de survie, mais une question existentielle »

Le sommet de la Commission des thons de l'océan Indien (CTOI), qui s'est tenu à Maurice début du mois, laisse encore un arrière-goût aigre-doux, pour ne pas dire amer, au sein de la Sustainable Tuna Association, regroupant les principales entités mauriciennes engagées la Blue Economy. C'est ce qui ressort d'un communiqué publié en fin de semaine, faisant état de ces consultations entre les États riverains de l'océan Indien de même que d'autres puissants intérêts internationaux exploitant les stocks de thon dans la région. La question des dispositifs dérivant de concentrations de poissons (DCP) reste controversée, car aucun Breakthrough n'a été possible.

La question que devait trancher cette 27e session de la CTOI portait sur l'interdiction de pêche sous DCP de 72 jours en 2024, résolution adoptée lors de la précédente session de février, avec pour objectif de préserver le stock de thons dans l'océan Indien. « L'impact de cette interdiction de pêche sous DCP, telle qu'elle est actuellement proposée, aurait de graves répercussions sur l'industrie de transformation du thon à Maurice et aux Seychelles, et sur l'ensemble de la chaîne de valeur associée. L'industrie a le devoir d'assurer la durabilité sociale et économique du secteur », affirme la Sustainable Tuna Association.

Le secteur du Seafood Hub à Maurice comprend plus de 6 000 emplois directs et 25 % des exportations mauriciennes. « La pérennité du stock de thon n'est pas seulement une question de survie, mais une question existentielle. Plusieurs objections ont été déposées à l'encontre de cette interdiction, de sorte que son avenir reste incertain », poursuit cette association des opérateurs du secteur de l'économie bleue. **Suite de l'article**

Le secrétaire d'État adjoint Richard Verma se rend à l'île Maurice, aux Comores et aux Seychelles



Le secrétaire d'État adjoint à la gestion et aux ressources, Richard Verma, se rendra à Maurice les 29 et 30 mai, aux Comores les 30 et 31 mai et aux Seychelles les 31 mai et 1er juin, démontrant ainsi que les États-Unis renforcent leurs partenariats en Afrique et approfondissent leur engagement dans la région de l'océan Indien. Il sera le plus haut fonctionnaire du département d'État à se rendre aux Comores et le plus haut fonctionnaire du département d'État, depuis plus de 20 ans, à se rendre à Maurice et aux Seychelles.

À Maurice, le secrétaire adjoint Verma rencontrera le Premier ministre Pravind Jugnauth et participera à la pose de la première pierre d'une nouvelle ambassade américaine de 300 millions de dollars, qui témoigne de la croissance continue de relations bilatérales déjà solides. Le secrétaire d'État adjoint et le Premier ministre discuteront de la poursuite de la coopération pour faire progresser les valeurs et les intérêts communs dans la région de l'océan Indien, y compris l'amélioration de la sécurité maritime et la promotion du développement durable qui soutient le tourisme et l'économie bleue. Le secrétaire adjoint rencontrera également le président Prithivirasing Roopun, le chef de l'opposition Xavier-Luc Duval et d'autres responsables. À Maurice, il rencontrera également le secrétaire général de l'Indian Ocean Rim Association (IORA), Salman Al Farisi. En tant que partenaire de dialogue de l'IORA depuis novembre 2012, les États-Unis entretiennent des relations fructueuses avec cette organisation. Le secrétaire adjoint Verma soulignera l'engagement des États-Unis envers la région de l'océan Indien et nos objectifs communs, en particulier dans les domaines de la résilience climatique, de la protection des océans, de la sécurité alimentaire et de la santé mondiale.

Centrale hydroélectrique de Volobe : Deux millions de nouveaux abonnés, bénéficiaires du réseau électrique



Les contrats de concession et d'achat d'électricité, pour la mise en œuvre du projet Volobe Amont, signés hier au Palais d'Iavoloha.

L'Etat malgache et la CGHV ont trouvé un terrain d'entente, après de longues négociations. L'enjeu est énorme et il fallait bien négocier, car ce projet Volobe Amont durera des centaines d'années, selon le ministre de tutelle, Solo Andriamanampisoa.

40% de la consommation actuelle d'électricité à Madagascar. C'est l'équivalent de la capacité de production de la future centrale hydroélectrique de Volobe Amont, selon Rémy Huber, DG de la Compagnie Générale d'Hydroélectricité de Volobe (CGHV). En effet, les impacts de ce projet seront énormes. *« Avec une production de 120MW, la centrale permettra de donner accès à l'électricité à 2 millions de personnes, soit 8% de population supplémentaire. Les coûts seront faibles et l'énergie de qualité. Ce projet va générer plus de 1 500 emplois directs et indirects et accélérera le désenclavement de la zone de Volobe, grâce à la réfection de la route principale de 26Km et l'installation d'un pont de 150m sur la rivière d'Ivondro. Et le plus important, il permettra de réduire l'importation et la consommation de fuel et contribuera au redressement financier de la Jirama, en permettant à cette société d'Etat de générer des bénéfices sur l'électricité produite à Volobe »,* ont présenté les initiateurs du projet, lors de la signature de trois contrats hier, au Palais d'Iavoloha, en présence du président de la République, Andry Rajoelina. Le premier est le contrat d'achat d'électricité signé entre la Jirama et la CGHV. Ensuite, le contrat de concession a également été signé entre la CGHV et le MEH (Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures). Enfin, le troisième concerne l'actualisation des coûts du projet, compte tenu des changements macroéconomiques.

Suite de l'article

Les espèces invasives, ces bêtes noires de la biodiversité

ENVIRONNEMENT. La Réunion regorge de trésors tant dans ses paysages uniques au monde que dans sa biodiversité intensément riche. Bien que classée parmi les 34 points chauds par l'UICN, cette dernière reste toutefois menacée par les espèces invasives et exotiques.

La Réunion compte pas moins de 30 espèces d'oiseaux, 5 espèces de chauves-souris, 6 espèces de reptiles et plus de 2 000 espèces d'insectes... D'après une étude de l'Insee, s'appuyant sur les données récoltées par l'Union internationale pour la conservation de la nature *(UICN)*, en 2020, un quart des espèces indigènes présentes sur l'île étaient menacées de disparition, dont 22 % étant des espèces animales.
En réaction, le nombre d'espèces protégées réglementairement a fortement augmenté ces dernières années, tout comme la part des espaces naturels protégés. Elle est d'ailleurs passée de 8 % en 2006 à 44 % en 2021. La première cause de cette menace, outre la transition écologique, reste bien l'introduction d'espèces invasives sur l'île.

"Il y a beaucoup d'animaux qui constituent des espèces invasives et exotiques à La Réunion, avance Tom du Groupe des espèces invasives de La Réunion, dont le stand est sur le salon Zanimos jusqu'à aujourd'hui. *En tant que milieu insulaire, l'île est plus sensible aux invasions des plantes ou animaux. L'île est relativement récente, et depuis le tout début, les plantes et animaux ont évolué séparément, ce qui fait qu'ils se font dominer plus facilement et la compétition avec d'autres espèces sera plus rude."*
Au contraire des espèces exotiques et invasives, qui ont une meilleure façon d'exploiter les ressources, de mieux s'approprier l'espace et de mieux proliférer au détriment des autres espèces. *"Elles s'adaptent juste mieux à l'environnement dans lequel elles arrivent, même si cela dépend des milieux,* explique Tom. *Dans des milieux spécifiques, comme elles n'ont pas les prédateurs ou les compétiteurs qu'elles avaient dans leurs aires d'origine, elles vont proliférer sans grandes difficultés."*
D'où la nécessité de lutter contre l'introduction de ces dernières. "Cela peut être une introduction involontaire, avance Tom. Certaines espèces peuvent monter seules sur le bateau ou dans une caisse et, une fois sur l'île, se fond dans la nature. Puis, volontairement, on peut avoir des animaux de compagnie qui peuvent être ramenés puis relâchés ou qui s'échappent des cages." **Suite de l'article**

AfrAsia Foundation s'associe à Reef Conservation pour lancer la 1re application de science citoyenne pour faire avancer la préservation des mangroves



La Fondation AfrAsia, en collaboration avec l'ONG Reef Conservation, a organisé un cocktail le mercredi 24 mai 2023, dans ses bureaux de Port-Louis, pour le lancement de « Mangroves Matter », une première application mobile de science citoyenne conçue pour surveiller la conservation des mangroves dans l'écosystème marin. Cette application androïde est disponible en téléchargement gratuit sur le Play Store. Elle offre la possibilité aux Mauriciens et aux étrangers de contribuer activement à l'évaluation de la santé, de la structure et des niveaux de pollution environnementale des forêts de mangroves à travers l'île, en capturant des photos géo-localisées de mangroves. Cette initiative encourage une participation enthousiaste et vise à avoir un impact positif sur l'ensemble de la population.

L'application « Mangroves Matter » permet non seulement de sensibiliser la société aux avantages des forêts de mangroves, mais sert également de référence pour faciliter la collecte de données et prendre des mesures de restauration correctives contre les menaces environnementales potentielles. Keshav Ramdhan, assistant de projet de recherche à Reef Conservation, a souligné l'importance des mangroves pour les communautés côtières, notamment leur rôle dans la sécurité alimentaire, la création d'emplois, l'hébergement d'organismes divers et la protection du littoral. « Il est grand temps de reconnaître la contribution inestimable des mangroves à la protection et à la revitalisation de notre environnement. La contribution et le soutien apportés par la Fondation AfrAsia ont été déterminants tout au long des phases de conception et de mise en œuvre de cette application. Il s'agit d'une plateforme efficace pour éduquer la communauté aux préoccupations environnementales et partager l'expertise de manière ouverte et collaborative. Il s'agit d'une situation gagnant-gagnant puisque nous recevons des données pertinentes de la part de la communauté et qu'en échange, celle-ci acquiert davantage de connaissances grâce à un retour d'information régulier lors des ateliers, des sessions de formation et des campagnes de sensibilisation. » **Suite de l'article**